Le monde exige la fermeture de Guantanamo

Partage international nº 221 – Février 2007

Le 11 janvier dernier, des manifestations se sont déroulées dans le monde entier afin de marquer le cinquième anniversaire de la détention de prisonniers, victimes de la première « guerre à la terreur » dans le fameux centre d'incarcération de Guantanamo Bay à Cuba.

A Cuba même, des manifestants se sont rassemblés aux portes du centre pénitencier. Parmi eux se trouvaient l'ancien prisonnier de nationalité britannique Asif Iqbal, relâché après deux ans et demi sans aucune charge contre lui, de même que le vétéran américain Cindy Sheehan, dont le fils a été tué en Irak. Zohra Zewawi, mère du détenu britannique Omar Deghayes a fait part de la peine insupportable qu'elle ressentait à se trouver si proche de lui sans pouvoir le voir.

Dans le monde entier des voix se sont élevées contre le centre de Guantanamo. Le nouveau secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, a profité de sa première conférence de presse pour répéter les appels lancés par son prédécesseur Kofi Annan en faveur de sa fermeture. Dans des pays aussi lointains que l'Australie, la Hongrie ou la Grèce, des manifestants ont revêtu le costume orange que portent les détenus de Guantanamo.

Au Royaume Uni, les manifestants ont apporté un gâteau d'anniversaire à la société Hiatt de Birmingham, qui fabrique les chaînes et les fers pour la prison. A Londres, les manifestants, tout habillés de couleur orange, se sont enchaînés aux abords de l'ambassade américaine où ils ont fait un sitting, les mains sur la tête et un bandeau sur les yeux. Non loin de là, un autre groupe a mis en scène un faux vigile, illuminé de bougies, devant la résidence du premier ministre au 10 Downing Street. Un petit garçon de dix ans, Anas el-Banna, a remis sa quatrième lettre à Tony Blair pour marquer l'anniversaire de l'incarcération de son père, détenu sans procès : Jamil el-Banna (résident britannique et père de cinq enfants) a été capturé et remis aux autorités militaires américaines alors qu'il était en voyage d'affaires au Ghana. Dans sa lettre, le jeune Anas demande : *« Je veux savoir si T. Blair s'en soucie quatre ans après. Personne n'a idée de ce que cela signifie de passer quatre ans sans son père. Est-il encore vivant ? Dieu seul le sait. »*

A Washington, malgré un froid glacial, des centaines de personnes vêtues de blouses oranges ou d'uniformes militaires, parfois bâillonnées ou affichant des noms de détenus, se sont rassemblées devant la Cour suprême. Mises en scène d'un théâtre politique et discours se sont succédés. Larry Cox, directeur exécutif d'Amnesty International, a notamment déclaré : *« Guantanamo est la honte de notre pays. Rien ne démontre que nous vivons dans un monde plus sûr. En revanche, chaque jour apporte la preuve que l'autorité morale des Etats Unis a considérablement diminué ».* Dans une autre partie de la ville, une centaine de manifestants ont été arrêtés dans un palais de justice pour avoir brandi des banderoles et porté des T-shirts portant des slogans tels que « Stop à la torture ! » ou « Fermez Guantanamo ! ».

Au cours de la même semaine, Charles D. Stimson, haut délégué du Pentagone responsable des détenus militaires suspectés de terrorisme, a critiqué les grands cabinets d'avocats américains qui ont pris la défense de prisonniers à Guantanamo, et a appelé les entreprises clientes de ces cabinets à les boycotter. Il a trouvé un écho en la personne de Robert L. Pollock, du *Wall Street Journal,* qui a publié le nom des cabinets impliqués, et qui a exhorté les dirigeants des entreprises à mettre la pression sur ces cabinets afin qu'ils *« choisissent entre des activités lucratives et la défense des terroristes ».*

Le milieu judiciaire a condamné ces propos jugés *« répugnants ».* Le président de l'Association américaine du Barreau, Karen J. Mathis, a rappelé que *« les avocats représentent les gens impliqués dans des affaires criminelles afin d'appliquer l'une des valeurs essentielles de l'Amérique : l'égalité de tous devant la loi. Attaquer ceux qui effectuent ce travail crucial – et le font de manière bénévole – constitue une offense grave envers les membres de la profession judiciaire et, nous l'espérons, envers tous les Américains. »* Le sénateur Patrick J. Leahy, président du Comité judiciaire, a demandé au président Bush d'affirmer son désaccord avec les propos tenus.

Malgré les appels à la fermeture de Guantanamo, l'armée américaine prévoit d'étendre le centre

pénitencier par la création d'une nouvelle enceinte d'un coût de 125 millions de dollars, et qui permettra de tenir simultanément plusieurs procès dès la fin du premier semestre 2008. Néanmoins, le Congrès a annoncé qu'il allait diligenter une enquête. Le chef de la majorité du Congrès, Steny Hoyer, affirme que *« la nouvelle majorité démocrate a la ferme intention de superviser étroitement toutes ces questions, et d'obtenir des réponses claires de l'administration sur ses pratiques pénitentiaires. L'administration a déclaré avoir l'espoir de fermer l'établissement, et je partage cet objectif. »*

Actuellement, près de 430 personnes sont détenues à Guantanamo, dont certains prisonniers récemment transférés depuis les prisons secrètes de la CIA. Cinq ans après son ouverture, seuls dix détenus ont été inculpés pour crimes, et soixante-dix autres devraient l'être dans le cadre de la nouvelle législation anti-terroriste américaine. Quatorze prisonniers mènent une grève de la faim, dont cinq sont nourris de force en accord avec les protocoles de l'armée américaine.

L'ancien détenu britannique Moazzam Begg a déclaré, durant la manifestation organisée à Londres, que le silence de Tony Blair faisait de lui un *« complice criminel »* des Etats-Unis. *« A Guantanamo la plus grande transgression à la justice ne réside pas dans les ratonnades, la torture, les injures, et l'impossibilité de communiquer avec sa famille, mais dans l'isolement totalement illégal auquel vous êtes confiné, sans avoir la moindre idée de quoi vous serez accusé, ni quand vous le serez, ou de savoir si vous serez libérés, et sous quel délai. Vous ignorez quel crime on vous reproche, et qui vous a pourtant valu d'être enfermé pendant cinq ans dans la prison la plus célèbre du monde. »*

Date des faits : 11 janvier 2007
Sources : BBC News , The Independent, Grande-Bretagne ; The New York T
Thématiques : politique
Rubrique : La voix des peuples